



Syrie : Brahimi sur la piste du modèle yougoslave?

Par [Nasser Kandil](#)

Mondialisation.ca, 29 décembre 2012

[Top News](#)

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [LES BALKANS](#), [SYRIE](#)

La chaîne qatarie *Al-Jazeera*, son intello favori Azmi Bishara, et leur cortège d'intervenants affabulateurs voudraient continuer à nous subjuguier par la magnificence et le caractère exceptionnel du soi-disant « Printemps arabe ». Il n'empêche que nombreux sont ceux qui y voient un scénario déjà vécu dans les années quatre-vingt-dix du siècle dernier [1][2].

En effet, quiconque accepterait de revenir sur l'expérience du « Printemps européen » qui a démarré par la révolution ouvrière du bassin de Gdansk en Pologne, sous la direction de Lech Walesa, pour la comparer à celle du prétendu « Printemps arabe » qui a débuté par l'immolation de Bouazizi en Tunisie, ne pourrait ignorer certaines similitudes. Notamment, entre le rôle joué par les États de l'Europe occidentale, leurs églises catholiques et l'ensemble de leurs médias dans la bénédiction de ces révolutions qui ont secoué les pays d'Europe orientale, d'une part ; et le rôle joué par les Pays arabes du Golfe, l'Islam politique principalement représenté par les Frères Musulmans, et les organisations d'al-Qaïda avec leurs composantes salafistes wahhabites dans les révolutions arabes, d'autre part. Ceci, non sans concéder que dans ce deuxième cas c'est *Al-Jazeera* qui a tenu, avec brio, le rôle joué par la BBC dans les révolutions en Europe !

Or, c'est en Yougoslavie que le « Printemps européen » a rencontré son premier obstacle. Cette Yougoslavie de la Chrétienté Orthodoxe où s'était arrêté le Catholicisme et où l'Islam politique, soutenu par l'Arabie saoudite et la Turquie avec un début de collaboration de l'astre ascendant qatari, a été mis à contribution pour inverser l'équation et, tirant profit de l'effondrement de l'URSS, créer un jeu différent alliant guerre civile, intervention militaire étrangère, et machinerie onusienne.

Plus de vingt ans après cette « Crise yougoslave » et suite à plus d'une centaine de décisions du Conseil de sécurité, de centaines de milliers de victimes, et de destructions dévastatrices nécessitant des centaines de milliards de dollars pour compensation, la Yougoslavie qui sous la direction du Maréchal Tito fut un partenaire de l'Égypte et avec Gamal Abdel Nasser l'un des catalyseurs du « Mouvement des Pays non alignés », s'est transformée en petits pays rivaux occupés par des troupes étrangères et a perdu son rôle, son économie et sa souveraineté.

Et voilà qu'aujourd'hui l'émissaire onusien Lakhdar Brahimi revient sur la scène syrienne, porteur des mêmes propositions que Peter Fitzgerald avait avancé à la Yougoslavie. En somme, l'État syrien devrait accepter de se laisser démanteler, à plus ou moins courte échéance, au nom d'un gouvernement de transition [3] sur la base d'une prétendue réconciliation avec un regroupement d'individus refusant ouvertement toute proposition

sous prétexte qu'elle serait insuffisante !

Parmi ces propositions, deux sont particulièrement évocatrices :

1. la réduction des pouvoirs de l'Etat central représenté par le Chef de l'Etat syrien sous prétexte d'une phase de transition ; ce qui dans le cas de la Yougoslavie s'est soldé par les « Accords de Dayton » [4] venus confirmer la logique de son démembrement en quatre états : Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, et Monténégro.

2. Le démantèlement des institutions militaires et des services de sécurité syriens sous prétexte de leur restructuration ; pour s'empresse ensuite de soumettre leurs commandants à un tribunal spécial calqué sur le « Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie » ou TPIY.

Ceci, sans oublier que diverses prescriptions ou « recettes » se sont succédées en ex-Yougoslavie. Il y a eu celle de la Pologne, puis celle de la Roumanie où l'exécution de Ceausescu rappelle étrangement celle de Kadhafi en Libye, puis celles des Républiques Tchèque et Bulgare. Ayant échouées les unes après les autres, il ne restait plus que la recette finale d'une guerre féroce et dévastatrice ! Et aujourd'hui, de l'aveu même des instigateurs de cette guerre, nous savons que l'Occident a utilisé les éléments tchéchènes et afghans de l'organisation d'al-Qaida : 100 000 bénévoles financés par les Pays du Golfe, armés et entraînés par la Turquie, et soutenus par des états laïcs de l'Europe occidentale !

Poursuivant la comparaison, force est de constater que les recettes tunisienne, égyptienne, libyenne et yéménite ont échoué en Syrie, d'où la nécessité d'une « nouvelle recette » inspirée du modèle yougoslave. Et nous revoilà avec 100 000 volontaires terroristes couvés en Turquie, financés par l'Arabie saoudite et le Qatar, glorifiés médiatiquement par *Al-Jazeera* et ses consœurs. Mais la tâche la plus complexe, pour la mise en œuvre d'une stratégie onusienne débouchant sur une intervention militaire et politique étrangères en Syrie, revient à M. Lakhdar Brahimi, Président du « Panel Brahimi », lequel s'est chargé, en 2000, de rédiger un rapport du même nom, le « Rapport Brahimi » [5], censé améliorer la pratique de l'ONU dans le domaine du maintien de la Paix !

Mais M.Brahimi et ceux qui se cachent derrière lui auront à se confronter à quatre obstacles, avant de prétendre installer en Syrie un « *gouvernement de transition ayant tous les pouvoirs* » ! *Quatre obstacles qui ne leur permettront pas de réussir leur dernière manœuvre pour torpiller le rôle du Président syrien et, du même coup, réussir à démolir l'État syrien et ses institutions politiques et militaires.* En effet :

1. La Russie d'aujourd'hui n'est plus la Russie d'hier. Après les expériences vécues en Yougoslavie, en Irak et en Libye, elle ne couvrira pas des résolutions, tirées du chapitre VII, pour « camoufler la manœuvre » et autoriser une intervention militaire qui mettrait la Syrie sous tutelle onusienne au nom d'un prétendu maintien de la paix.

2. Une intervention militaire des USA et de l'OTAN dépasse les capacités des mêmes va-t-en-guerre après leur défaite en Afghanistan et en Irak, et aussi à cause de la situation géostratégique de la Syrie où une telle initiative s'accompagnerait de conséquences dévastatrices sur Israël et la Turquie ; ce qu'ils voudraient absolument éviter.

3. La Syrie n'est pas la Yougoslavie. Malgré toutes leurs tentatives pour briser l'unité nationale et territoriale, installer des émirats et des roitelets sectaires, et étendre le conflit

vers l'Irak, le Liban et, éventuellement, la Jordanie, les Syriens sont restés majoritairement solidaires de leurs autorités légitimes ; majorité garante de la survie de l'État et de ses institutions sous la direction du Président Bachar al-Assad.

4. Le « Printemps européen » a connu son apogée quand l'État Yougoslave est tombé, alors que le « Printemps arabe » est en passe de tomber sans que l'État syrien ne cède en rien de sa souveraineté. Si bien que les Egyptiens et les Tunisiens désireux d'échapper à la dictature humiliante des Frères musulmans se dirigent désormais dans la direction indiquée par la « boussole syrienne ». Il en est de même pour tous les Arabes qui soutiennent la Résistance du peuple palestinien, maintenant qu'ils ont constaté la complicité éhontée des Frères Musulmans et de leurs alliés avec l'occupant sioniste. Une complicité qui a dépassé de loin celle de Sadate et de Moubarak avant eux.

Par conséquent, en Syrie, M. Brahimi découvrira que « le travail de guerre », pour lequel il a été missionné, est loin d'être une tâche facile contrairement à ce qu'on aurait pu lui assurer.

La seule solution en Syrie n'a besoin ni d'un gouvernement provisoire, ni de ceux qui se laissent gouverner. Elle passe par un cessez-le-feu qui devra être garanti par M. Brahimi et Cie, et par Jamaat al-Nousra et équivalents, ainsi que par des observateurs, intègres et neutres, issus du Haut commissariat des Nations Unies pour s'assurer de la transparence d'élections mises sur pied dans les trois mois. Dès lors, celui qui obtiendra 50% des voix plus une formera le gouvernement, celui qui détiendra les 2/3 des voix rédigera la constitution, et celui qui en sortira avec le 1/3 des voix aura le droit de veto ; l'ensemble du processus aboutissant, dans un délai maximum d'une année, à une nouvelle constitution soumise à référendum et à des élections législatives. Le temps sera venu de passer aux élections présidentielles et la vérité sortira des urnes. Celui qui se lancerait à la recherche d'une autre solution aura à poursuivre sa guerre !

Nasser Kandil

28/12/2012

Texte original : Top News

الإبراهيمي ونموذج يوغوسلافيا

http://www.topnews-nasserkandil.com/topnews/share.php?art_id=1699

Article traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca

Notes :

[1] Serbie, 1999 : calomnies, trahisons, et ingérence humanitaire...

<http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/serbie-1999-calomnies-trahisons-et-123236>

[2] Serbie, 1999 : de la dislocation de la Yougoslavie au projet de « Grand Moyen-Orient »...

<http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/serbie-1999-de-la-dislocation-de-123729>

[3] Syrie : M. Brahimi plaide pour un « gouvernement de transition »

http://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2012/12/28/syrie-m-brahimi-plaide-pour-un-gouvernement-de-transition_1811128_3208.html

[4] L'accord de Dayton

<http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/kosovo/dayton>

[5] Rapport Brahimi

<http://www.operationspaix.net/137-resources/details-lexique/rapport-brahimi.html>

Nasser Kandil est libanais, ancien député et directeur de TopNews-nasser-kandil

La source originale de cet article est [Top News](#)

Copyright © [Nasser Kandil](#), [Top News](#), 2012

Articles Par : [Nasser Kandil](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca